DIVISION FINANCIERE

Cellule académique de coordination de la paye

DIFIN/06-369-401 du 13/11/06

AVANTAGES EN NATURE

Destinataires : Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etablissements d'enseignement public

Affaire suivie par : DIPA - DIPE - DIFIN (Cellule Académique de Coordination de la Paye)

Les personnels OEA, OP et MO ayant opté pour le détachement ou l'intégration dans la fonction publique territoriale à compter du 1^{er} janvier 2007 relèvent désormais, en matière d'avantages en nature, des instructions que vous apporteront les Conseils Généraux et le Conseil Régional.

Parmi les personnels OEA, OP et MO, seuls demeurent régis par les présentes dispositions ceux d'entre eux mis à disposition des collectivités territoriales par le Ministère de l'Education nationale.

Je vous demande pour l'ensemble des personnels placés sous votre autorité de procéder à une déclaration des avantages en nature des personnels logés par nécessité ou utilité de service au cours de la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007 à faire parvenir au service gestionnaire compétent (DIPA, DIPE ou Inspection Académique) avant le 1^{er} décembre 2006 (délai de rigueur).

NB : Dans la note ci-après, l'année N signifie 2007 et l'année N-1 signifie 2006.

Textes et documents de référence :

- Arrêté du 10 décembre 2002 relatif à l'évaluation des avantages en nature en vue du calcul des cotisations de sécurité sociale (Journal Officiel du 27 décembre 2002).
- Note de service DAF C2 n° 2005-057 du 14 avril 2005 relative à l'évaluation de l'avantage en nature logement en vue du calcul des cotisations de sécurité sociale, de l'assujettissement à l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) et au régime de retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP) (Bulletin Officiel n° 17 du 28 avril 2005).
- Décret 85-934 du 4 septembre 1985 relatif au fonctionnement du service annexe d'hébergement des EPLE.

S O M M A I R E

Préambule

Avantage en nature logement

Avantage en nature logement par nécessité de service	A
Déclarations des avantages en nature logement	A-1
Dispositions particulières	A-2
Avantages en nature logement par utilité de service	B
Déclarations des avantages en nature logement.	B-1
Dispositions particulières : départ d'un personnel logé et arrivée d'un nouvel occupant.	B-2

Préambule.

Les avantages en nature consistent en une mise à disposition gratuite de biens ou services (logement, repas, voiture de fonction ...) dont le coût incombe normalement au salarié.

Les avantages en nature sont :

- dans un premier temps, inclus dans les bases servant aux calculs :
 - ♦ des cotisations salariales (CSG, CRDS) incorporé dans le montant CSG et CRDS déduit du traitement → figure dans la colonne "pour info" une somme qui correspond à la quote part CSG et CRDS à laquelle l'intéressé a cotisé au titre des avantages en nature.
 - ♦ de la retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP).
- dans un deuxième temps, imposés sur le revenu → sur sa feuille d'imposition sur le revenu, l'intéressé(e) transcrira le montant des rémunérations perçues (*montant comprenant les avantages en nature*) figurant sur la "déclaration des rémunérations perçue au cours de l'année fiscale x" envoyée à l'agent, en décembre, par la Trésorerie Générale des Bouches du Rhône. Sur ce document figure pour information la somme des avantages en nature dont l'intéressé(e) a bénéficié (*→ en aucun cas il ne faut retrancher, au chiffre correspondant aux "rémunérations perçues", la somme correspondante aux avantages en nature*).

La déclaration des avantages en nature étant effectuée aux services académiques agissant en qualité d'employeur, le chef d'établissement ou le maire ne devront pas déclarer, en fin d'année, aux services fiscaux le montant des avantages en nature.

Conformément à la note de service DAF C2 n° 2005-057 du 14 avril 2005, il revient aux chefs d'établissement (2nd degré), aux Maires (1^{er} degré), aux Présidents et Directeurs des Etablissements d'enseignement supérieur ou des Etablissements publics d'adresser au service gestionnaire des traitements concerné (DIPA, DIPE, Inspection Académique ...), **avant le 1^{er} décembre de l'année N-1¹ (délai de rigueur)** :

- les états des agents logés par nécessité de service (cf. Annexe I)
- les états des agents logés par utilité de service (cf. Annexe II)

A. Avantages en nature logement par nécessité de service.

A-1. Déclarations des avantages en nature logement.

L'arrêté du 10 décembre 2002 relatif à l'évaluation des avantages en nature en vue du calcul des cotisations de sécurité sociale a abrogé les dispositions de l'arrêté du 9 janvier 1975. Le Ministère de l'Education nationale s'est prononcé en faveur d'une méthode d'évaluation des avantages en nature identique pour l'ensemble des personnels (Note de service DAF C2 n° 2005-057 du 14 avril 2005). Dorénavant, **quel que soit le montant mensuel des rémunérations**, l'évaluation des avantages en nature est basée sur la **valeur locative servant à l'établissement de la taxe d'habitation et la valeur réelle des prestations accessoires**.

Il revient aux chefs d'établissement (2nd degré), aux Maires (1^{er} degré), aux Présidents et Directeurs des Etablissements d'enseignement supérieur ou des Etablissements publics d'adresser au service gestionnaire des traitements concerné (DIPA, DIPE, Inspection Académique ...), **avant le 1^{er} décembre de l'année N-1¹ (délai de rigueur)**, les états des agents logés par nécessité de service (cf. Annexe I).

Cet état doit préciser le nom de l'agent occupant du logement, la date d'entrée dans les lieux et le montant de l'avantage en nature logement consenti, à savoir :

- la valeur locative brute du logement figurant sur l'avis d'imposition au titre de la taxe d'habitation de l'année N-1¹ déduction faite d'un abattement de 30% pour tenir compte des sujétions particulières liées à l'occupation du logement;
- la valeur des prestations accessoires : le montant des consommations en eau, électricité, gaz, chauffage de l'année N-1¹ attestés par les factures et relevés de compteur. *Dans le cas où celles-ci ne sont pas connues, il convient de procéder à leur estimation.*

Exemple : *la déclaration des avantages en nature au titre de l'année civile 2007 devra porter la mention "période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007" (N = 2007 → N-1 = 2006) et parvenir au service gestionnaire compétent (DIPA, DIPE ou Inspection Académique) avant le 1^{er} décembre 2006.*

¹ N étant l'année au titre de laquelle la déclaration d'avantage en nature est effectuée.

Montant de la valeur locative brute : celle figurant sur la taxe d'habitation 2006 reçue au 2^{ème} semestre 2006.

Montant des prestations accessoires : montant des consommations en eau, électricité, gaz, chauffage de l'année 2006.

Les chefs d'établissement (2nd degré), les Maires (1^{er} degré), les Présidents et Directeurs des Etablissements d'enseignement supérieur ou des Etablissements publics signaleront également toute modification de la situation des personnels en cours d'année.

A-2 Dispositions particulières.

A-2-1 Départ d'un personnel logé et arrivée d'un nouvel occupant.

En cas de départ d'un personnel logé, une déclaration d'avantages en nature de "sortie", qui devra mentionner le nom du nouveau bénéficiaire du logement, sera adressée sans délai au service gestionnaire concerné. Si le nom du nouvel occupant n'est pas connu, au moment où cette déclaration est effectuée, il conviendra de le préciser.

Lorsque le nouveau bénéficiaire du logement entrera dans les lieux, il conviendra d'adresser, sans tarder, une déclaration d'avantages en nature pour ce nouveau personnel logé.

En ce qui concerne la période au titre de laquelle la déclaration est effectuée : si le nouvel occupant est logé à compter du 1^{er} septembre de l'année N (N étant l'année civile en cours), il devra être indiqué comme période de référence "1^{er} septembre N au 31 décembre N".

Dans ce cas, une estimation prorata temporis de la valeur locative du logement concédé et une estimation, prorata temporis et tenant compte du nombre d'occupant du logement, des consommations de prestations accessoires sera effectuée.

A-2-2 Couple de fonctionnaire tous deux logés par nécessité de service dans un même logement.

Pour un couple de fonctionnaire, tous deux logés par nécessité de service dans un même logement dans l'établissement, une seule déclaration des avantages en nature sera à fournir. Cette déclaration doit être établie au nom de celui qui a été désigné attributaire du logement.

A-2-3 Dérogation à l'occupation d'un logement concédé par nécessité de service.

L'obtention d'une dérogation à l'occupation d'un logement de fonction attribué par nécessité de service ne constitue pas une mesure de nature à regarder l'intéressé(e) comme ne bénéficiant plus du droit d'occuper ledit logement; ce n'est qu'une mesure de bienveillance présentant un caractère exceptionnel pouvant être remise en cause à tout moment.

Il va de soi qu'il n'y a pas à effectuer de déclaration d'avantages en nature logement pour l'agent qui obtient une dérogation à l'occupation d'un logement de fonction attribué par nécessité de service.

La dérogation à l'occupation d'un logement de fonction n'est pas prévue par le décret n°86-428 du 14 mars 1986 relatif aux concessions de logement accordées aux personnels de l'Etat dans les établissements publics locaux d'enseignement. Par suite l'agent, bénéficiaire d'une occupation d'un logement de fonction par nécessité absolue de service, s'excluant du bénéfice dudit logement ne doit pas être regardé comme n'en bénéficiant plus.

C'est la raison pour laquelle les personnels logés par nécessité absolue de service ne peuvent, conformément aux dispositions à l'article 4 du décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002, prétendre à l'attribution de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS).

A-2-4 Personnel logé en congé de formation.

L'article R99 du code du domaine de l'Etat prévoit que la durée d'une concession de logement est "strictement limitée à celle pendant laquelle les intéressés occupent effectivement les emplois qui les justifient".

L'agent placé en congé-formation ne perçoit plus la rémunération correspondant à ses fonctions mais une indemnité mensuelle forfaitaire (article 10 du décret n° 75-205 du 26 mars 1975). La circulaire FP n° 1439 et B-2A/ 163 du 3 décembre 1981 relative à la formation professionnelle continue des agents de l'Etat précise que "les personnels qui bénéficient des dispositions du décret 81-339 du 7 avril 1981 étant placés sous le régime de la mise en disponibilité libèrent l'emploi qu'ils occupaient avant mise en disponibilité".

Il en résulte qu'un agent en congé de formation professionnelle ne peut continuer à bénéficier d'une concession de logement dans la mesure où il n'occupe plus l'emploi correspondant. En revanche, dans l'hypothèse où ledit logement ne serait pas affecté à un autre personnel, l'agent en congé pourrait bénéficier d'une convention d'occupation précaire.

Dans le cas où ledit logement serait attribué moyennant le paiement d'une indemnité compensatrice, il conviendrait, afin de déclarer éventuellement un avantage en nature, de se reporter au titre I § B relatif aux avantages en nature logement par utilité de service.

B. Avantages en nature logement par utilité de service.

B-1. Déclarations des avantages en nature logement.

Avant la mise en œuvre de l'arrêté du 10 décembre 2002, les agents logés par utilité de service bénéficiaient d'un logement en échange du versement d'une redevance compensatrice.

Depuis le 1^{er} janvier 2005, pour les agents logés par utilité de service, il n'y a pas d'avantage en nature logement dès lors que le bénéficiaire verse à son employeur, en échange du logement fourni, une redevance compensatrice dont le montant est au moins égal à la valeur servant à l'établissement de la taxe d'habitation.

Cependant, ainsi que le précise le titre II de la note de service DAF C2 n° 2005-057 du 14 avril 2005, il y a **avantage en nature logement pour un agent logé par utilité de service** lorsque :

valeur mensuelle (N-1¹) du logement servant à l'établissement de la taxe d'habitation² – redevance compensatrice mensuelle (N¹) = montant supérieur à 60 €³ par mois en 2007.

Dans ce cas, la totalité de la somme supérieure à 60 €³ constitue l'avantage en nature logement.

Les prestations accessoires doivent être calculées pour leur valeur réelle qui doit être ajoutée à la valeur constitutive de l'avantage en nature logement dans le cas où elle n'auraient pas été payées par le bénéficiaire du logement. Si le bénéficiaire du logement a déjà payé ses prestations accessoires, il convient de le mentionner sur la déclaration de l'avantage en nature logement par utilité de service.

Cet avantage en nature devra donc être déclaré par le chef d'établissement (2nd degré), le Maire (1^{er} degré), les Présidents et Directeurs des Etablissements d'enseignement supérieur ou des Etablissements publics en adressant au service gestionnaire des traitements concerné (DIPA, DIPE, Inspection Académique ...), avant le 1^{er} décembre de l'année N-1¹ (délai de rigueur), les états des agents logés par utilité de service bénéficiant d'avantages en nature (cf. Annexe II).

Exemple : Personnel logé en 2007 par utilité de service dont la valeur mensuelle servant à l'établissement de la taxe d'habitation 2006 est de 310 €

¹ N étant l'année au titre de laquelle la déclaration d'avantage en nature est effectuée.

² Il s'agit exclusivement de la valeur servant à l'établissement de la taxe d'habitation dans les conditions fixées par les articles 1496 et 1516 du code général des impôts. Dans ces conditions il convient de ne pas appliquer d'abattement à la valeur en question dans la mesure où en application de l'article R.100 du code du domaine de l'Etat, les agents logés par utilité de service n'ont pas l'obligation de loger dans les locaux concédés.

³ Montant résultant de l'évaluation forfaitaire issue de la première tranche du barème forfaitaire "8 tranches" pour une pièce mentionné à l'article 2 de l'arrêté du 10 décembre 2002. Conformément à cet arrêté, ce montant sera de 53€ à compter du 1^{er} janvier 2006 et 60€ à compter du 1^{er} janvier 2007.

- 1- Si la redevance compensatrice mensuelle fixée pour 2007 est de 240 €. Dans ce cas la différence entre la taxe d'habitation et cette redevance est de 70 € (310 – 240) donc supérieure à 60 €. La valeur mensuelle de l'avantage en nature logement de ce personnel est donc de 10 € (70 – 60). A cette somme, il convient d'ajouter la valeur réelle des prestations accessoires 2005. Si la valeur réelle mensuelle des prestations accessoires 2006 est de 40 €, la valeur totale mensuelle de l'avantage en nature logement de ce personnel sera de 50 € (40 € + 10€).*
- 2- Si la redevance compensatrice mensuelle fixée pour 2006 est de 260 €. Dans ce cas la différence entre la taxe d'habitation et cette redevance est de 50 € (310 – 260) donc inférieure à 60 €. Dans ce cas il n'y a pas d'avantage en nature logement.*
- 3- Si la redevance compensatrice mensuelle fixée pour 2006 est de 350 €. Dans ce cas la différence entre la taxe d'habitation et cette redevance est de –40 € (310 – 350) donc inférieure à 60 €. Dans ce cas il n'y a pas d'avantage en nature logement.*

B-2. Dispositions particulières : départ d'un personnel logé et arrivée d'un nouvel occupant.

En cas de départ d'un personnel logé, une déclaration d'avantages en nature de "sortie", qui devra mentionner le nom du nouveau bénéficiaire du logement, sera adressée sans délai au service gestionnaire concerné. Si le nom du nouvel occupant n'est pas connu, au moment où cette déclaration est effectuée, il conviendra de le préciser.

Lorsque le nouveau bénéficiaire du logement entrera dans les lieux, il conviendra d'adresser, sans tarder, une déclaration d'avantages en nature pour ce nouveau personnel logé.

En ce qui concerne la période au titre de laquelle la déclaration est effectuée : si le nouvel occupant est logé à compter du 1^{er} septembre de l'année N (N étant l'année civile en cours), il devra être indiqué comme période de référence "1^{er} septembre N au 31 décembre N".

Dans ce cas, une estimation prorata temporis de la valeur locative du logement concédé et une estimation, prorata temporis et tenant compte du nombre d'occupant du logement, des consommations de prestations accessoires sera effectuée.

ASSUJETTISSEMENT A LA CSG, A LA CRDS ET A LA RAFP
DE L'AVANTAGE EN NATURE LOGEMENT PAR NECESSITE DE SERVICE

Arrêté 10 décembre 2002 et Note de service DAF C2 n°2005-057 du 14 avril 2005

Personnels :

- IATOSS → (DIPA Rectorat)
 Direction, Inspection, Education, Enseignants → (DIPE Rectorat)
 Instituteurs → (DPE Inspections académiques)

Conformément à la réglementation qui lui en fait obligation, le Chef d'établissement¹ ou le Maire¹ déclare :

PERIODE DU AU

NOM : _____ PRENOM : _____

GRADE : _____

Nom et N° de l'établissement d'affectation : _____

Date d'entrée dans le logement concédé : _____

A) Avantages en nature logement par nécessité de service dont bénéficie(ra) l'intéressé (e) a/c du 1^{er} jour de la période indiquée ci-dessus.

- Valeur fiscale servant de base à la déclaration annuelle effectuée auprès des services fiscaux (*valeur locative brute du logement figurant sur l'avis d'imposition au titre de la taxe d'habitation* ²) :

Montant : :

Abattement 30% (de la valeur fiscale du logement) pour tenir compte des sujétions particulières liées à l'occupation du logement : -

Net : ÷ 12 **Net mensuel** : €

- Valeur réelle des prestations accessoires liées à l'attribution de ce logement :

Eau :

Electricité : +

Gaz : +

Chauffage : +

Total : ÷ 12 **Total mensuel** : €

Total général de l'avantage en nature logement par nécessité de service mensuel = €

B) L'intéressé (e) ne bénéficie plus d'avantages en nature depuis le :

NOM et PRENOM du successeur dans le logement concédé : _____

Certifié exact

à le

Le Chef d'Etablissement¹ (2nd degré), le Maire¹ (1^{er} degré)

¹ Barrer la mention inutile

² Ce document pourra être demandé à titre de justificatif - droit d'évocation des Trésoriers Payeurs Généraux

ASSUJETTISSEMENT A LA CSG, A LA CRDS ET A LA RAFP
DE L'AVANTAGE EN NATURE LOGEMENT PAR UTILITE DE SERVICE

Arrêté 10 décembre 2002 et Note de service DAF C2 n°2005-057 du 14 avril 2005

Personnels :

- IATOSS → (DIPA Rectorat)
 Direction, Inspection, Education, Enseignants → (DIPE Rectorat)
 Instituteurs → (DPE Inspections académiques)

Conformément à la réglementation qui lui en fait obligation, le Chef d'établissement¹ ou le Maire¹ déclare :

PERIODE DU AU

NOM : _____ PRENOM : _____

GRADE : _____

Nom et N° de l'établissement d'affectation : _____

Date d'entrée dans le logement concédé : _____

A) Avantages en nature logement par utilité de service dont bénéficie(ra) l'intéressé (e) a/c du 1^{er} jour de la période indiquée ci-dessus.

■ Valeur de l'avantage en nature immobilier :

Valeur mensuelle servant à l'établissement de la taxe d'habitation :

Redevance compensatrice mensuelle² : -

Différence :

Montant résultant de l'évaluation forfaitaire issue de la première tranche du barème forfaitaire "8 tranches" pour une pièce mentionné à l'article 2 de l'arrêté du 10 décembre 2002. : -

Montant mensuel : €

(Si le montant mensuel est positif, ce montant constitue un avantage en nature)

■ Valeurs réelles des prestations accessoires liées à l'attribution du logement.

Eau :

Electricité : +

Gaz : +

Chauffage : +

Total annuel : ÷ 12 **Total mensuel** : €

Total général de l'avantage en nature logement par utilité de service mensuel = €

B) L'intéressé (e) ne bénéficie plus d'avantages en nature depuis le :

NOM et PRENOM du successeur dans le logement concédé : _____

Certifié exact

à le

Le Chef d'Etablissement¹ (2nd degré), le Maire¹ (1^{er} degré)

¹ Barrer la mention inutile

² Ce document pourra être demandé à titre de justificatif - droit d'évocation des Trésoriers Payeurs Généraux